



Le 30 mai 2012

Son Excellence Osamah Al Sanosi Ahmad  
Ambassadeur de l'Arabie saoudite  
201, promenade Sussex  
Ottawa, ON  
K1N 1K6

Votre Excellence,

Dans une déclaration du 12 mars 2012, le cheikh Abdul Aziz bin Abdullah, qui est probablement l'une des voix les plus influentes en Islam, a dit qu'« une seule religion », l'islam, « devrait exister dans la Péninsule arabique » et qu'il était donc « nécessaire de détruire toutes les églises dans la région ». Quoique ces propos aient été largement véhiculés par les agences de nouvelles il y a plus de deux mois, aucun rapport n'a encore fait mention que les autorités d'Arabie saoudite aient depuis rectifié ou dénoncé cet appel à la violence religieuse.

L'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies souligne que « toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites ».

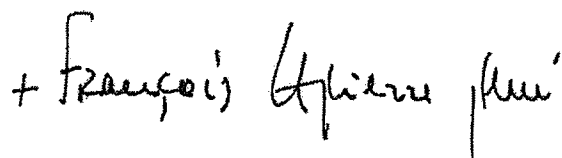
Nous demandons que votre gouvernement applique le principe énoncé dans la Déclaration de Riyadh, en 2003 : « La contrainte religieuse est interdite en vertu de la Loi divine, des traditions et des conventions internationales; elle ne devrait pas être exercée en aucun cas » (#8). Une telle tolérance n'apparaît pas dans la déclaration faite par le cheikh Abdul Aziz bin Abdullah.

Le roi Abdullah bin Abdulaziz Al-Saud suscite le respect en raison de ses efforts pour favoriser le dialogue entre les grandes religions du monde, de son rôle dans la mise en place de la Conférence mondiale sur le dialogue, à Madrid, en

Espagne, et de son appui en faveur d'une conférence des Nations Unies sur le dialogue, en 2008. Nous vous demandons instamment de faire part à Son Altesse Royale de nos préoccupations à propos de la déclaration du cheikh Abdul Aziz bin Abdullah, plus particulièrement en considération du besoin urgent d'harmonie et de tolérance religieuses au Moyen-Orient.

Puisse la paix de Dieu se répandre sur les peuples de bonne volonté.

Avec l'assurance de mes sentiments cordiaux,

A handwritten signature in black ink, reading "François Lapierre" with a stylized flourish at the end.

Mgr François Lapierre, P.M.É.  
Évêque de Saint-Hyacinthe  
Président du Comité des droits humains  
Conférence des évêques catholiques du  
Canada

c. c. : L'honorable John Baird  
Ministre des affaires étrangères